

19.12.2010

Hashim Thaçi ou l'art de mêler le crime à la politique

MAFIA

Le rapport que Dick Marty a élaboré pour le Conseil de l'Europe met en cause l'homme fort du Kosovo. Qui est donc ce Hashim Thaçi à qui il est reproché une implication dans des trafics d'organes, mais aussi de drogues dures?

Michel Audétat

Hashim Thaçi traîne une réputation de personnage terne, lourd, méfiant, guère chaleureux, peu cultivé et encore moins sympathique. A 42 ans, il est à la fois le premier premier ministre du Kosovo indépendant et le parrain du «Groupe de Drenica» qu'un rapport du Tessinois Dick Marty, élaboré pour le Conseil de l'Europe, accuse d'être impliqué dans un très sordide trafic d'organes prélevés sur des prisonniers.

La Drenica est une région vallonnée du Kosovo central où Hashim Thaçi est né dans un petit village et une famille modeste, le 24 avril 1968. Sur ces âpres terres se transmet, d'une génération à l'autre, la mémoire des combattants héroïques qui ont résisté aux Serbes dans les années 1920. «La Drenica est un bastion de toujours du nationalisme albanais», écrit Jean-Arnault Dérens dans Kosovo, année zéro (Paris-Méditerranée, 2006). La tradition y règne en souveraine. C'est un monde de familles prolifiques où les hommes et les femmes vivent séparés: une société clanique qui structure un réseau d'alliances complexes.

Avenir bouché

Hashim Thaçi va quitter la Drenica pour aller étudier l'histoire à l'Université de Pristina. Mais les diplômes n'assurent aucun avenir à la jeunesse dans ce Kosovo sous la botte serbe, dont Milosevic a supprimé le statut de province autonome en 1989. Thaçi y dirige un syndicat étudiant, puis bascule dans la clandestinité et la lutte armée en rejoignant le Mouvement populaire du Kosovo. En 1993, condamné par contumace à 22 ans de prison pour l'attaque d'une patrouille de la police serbe, il s'exile en Suisse où on lui accorde l'asile politique.

A l'Université de Zurich où il s'est inscrit, il ne va laisser aucun souvenir marquant à ses professeurs. Il a alors d'autres préoccupations. La Suisse est devenue le sanctuaire dans lequel une importante diaspora kosovare organise la lutte d'indépendance. Hashim Thaçi va y passer cinq années qui seront celles de son ascension vers le noyau dirigeant de l'Armée de libération du Kosovo: l'UÇK.

36/58

La création de l'UÇK remonte à 1993. Dès l'origine, c'est un mouvement qui combine un héritage leniniste dans son fonctionnement, une cause nationale et des intérêts

mafieux: c'est notamment le contrôle du trafic d'héroïne qui finance l'achat des armes destinées au Kosovo. Personne n'est dupe. Surtout pas les Etats-Unis qui, après avoir classé l'UÇK parmi les organisations terroristes, vont faire volte-face et assurer une subite notoriété à Hashim Thaçi qui n'a alors que 29 ans.

Hashim Thaçi traîne une réputation de personnage terne, lourd, méfiant, guère chaleureux, peu cultivé et pas sympathique.

AP/Visar Kryeziu

Jusqu'à ce que la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright lui réserve une place de premier plan à la conférence de Rambouillet, en février 1999, Hashim Thaçi n'est encore qu'un parfait inconnu. Dans l'ombre, il s'est toutefois forgé une personnalité intransigeante et dénuée de scrupules: à la même époque, un article du New York Times raconte qu'il aurait eu recours à des tueurs pour se débarrasser de rivaux gênants au sein de l'UÇK. La conférence de Rambouillet est un échec. L'OTAN déclenche une campagne de bombardements contre la Serbie. Milosevic retire ses troupes du Kosovo en juin 1999. Et, la paix revenue sous administration onusienne, Hashim Thaçi abandonne l'uniforme pour fonder le Parti démocratique du Kosovo (PDK) dont il devient tout naturellement le chef. Mais il lui faudra attendre novembre 2007 avant de remporter des élections législatives et de s'installer à la tête d'un gouvernement de coalition avec la Ligue démocratique du Kosovo. Trois mois plus tard, il proclamera l'indépendance tant attendue.

Silhouette épaisse

Dans ses habits de politicien, Hashim Thaçi n'a perdu ni sa raideur, ni sa langue de bois. Mais il fait des efforts. Il porte des costumes élégants. Il s'est mis à baragouiner l'anglais. Avec ses gestes lents et sa silhouette qui s'est épaisse avec l'âge, il rassure peut-être les Européens et les Américains qui ont toujours trouvé en lui un responsable accommodant, prêtant l'oreille à leurs préoccupations. Cet homme qui dit vouloir bâtir «une société démocratique multiethnique avec des droits affirmés pour les Serbes» s'est félicité de voir son parti remporter les élections législatives anticipées qui ont lieu le week-end dernier au Kosovo (mais de graves soupçons de fraudes à son profit entachent ces résultats). Deux jours plus tard, Dick Marty a rendu public son rapport.

La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, qui s'était précipitée à Pristina pour être parmi les premiers à reconnaître le Kosovo indépendant, serait malvenue de feindre aujourd'hui l'étonnement en découvrant Hashim Thaçi sous son jour criminel En 2005, la Weltwoche avait publié des extraits d'un rapport des Services de renseignements allemands: il détaillait déjà les nombreux liens avec le crime organisé de celui qui, au Kosovo, est partout surnommé le Serpent.

EN DATES

1968 Naissance

Voit le jour un 24 avril, dans un village de la Drenica, au centre du Kosovo.

1993 Suisse

Condamné par contumace à 22 ans de prison, il s'installe à Dietikon où il va bénéficier de l'asile politique.

1999 Retour

Il rentre au Kosovo sous administration onusienne où il fonde le Parti démocratique du Kosovo.

2007 Indépendance

Remporte les élections législatives de novembre et devient chef du gouvernement. Trois mois plus tard, il proclame l'indépendance du Kosovo.

UN CLAN TRÈS LIÉ À LA SUISSE

Dans le rapport de Dick Marty, Hashim Thaçi n'est pas le seul personnage accusé d'activités criminelles à avoir noué des liens étroits avec la Suisse. Plusieurs autres membres du «groupe de Drenica» ont également vécu dans notre pays à l'époque où ces exilés y organisaient la lutte pour l'indépendance du Kosovo.

C'est le cas de Xhavit Haliti , né en 1956 et surnommé Zeka, qui a quitté le Kosovo à la fin des années 1980 pour s'installer à Zurich, où il va étudier la psychologie et restrester 37/58

neuf ans. Il milite d'abord dans les rangs du Mouvement populaire du Kosovo avant de participer à la création de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK). En charge des finances de l'UÇK, il recueille l'argent destiné aux achats d'armes. En 1999, on le retrouve aux côtés de Hashim Thaçi dans les négociations de Rambouillet. Puis, quelques mois plus tard, dans le conseil de transition mis en place par le Haut représentant de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner. Il devient également membre de la direction du Parti démocratique du Kosovo. En juillet 2001, le Conseil fédéral a prononcé contre lui une interdiction sur le territoire suisse.

Le rapport incrimine aussi Azem Syla , né en 1951, qui a passé cinq ans en Suisse alémanique tout en séjournant assez fréquemment en Albanie. C'est un spécialiste des questions militaires, le penseur de la lutte armée que va mener l'UÇK. Dans l'éphémère gouvernement provisoire que Hashim Thaçi met sur pied en avril 1999, Azem Syla occupe le poste de ministre de la Défense.

Fatmir Limaj , enfin, a échappé à une arrestation en janvier 1997 avant de fuir en Suisse. Né en 1971, il est de la même génération que Hashim Thaçi, dont il va devenir le bras droit. Inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international, il est arrêté en février 2003. Mais de nombreux témoins se rétractent et Fatmir Limaj est acquitté en 2005. Rentré en héros au Kosovo, il devient ministre des Transports dans le gouvernement de Thaçi deux ans plus tard. La mission européenne Eulex le soupçonne d'avoir profité de ce poste pour détourner 80 millions d'euros (102 millions de francs) et elle a ouvert une enquête cet été.

[Le Matin Dimanche La Suisse s'est barricadée contre le trafic d'organes](#)
[Back](#)

Le Matin Dimanche, Page 5 Suisse

19.12.2010

La Suisse s'est barricadée contre le trafic d'organes

KOSOVO

Le trafic d'organes est une réalité en Europe. Dans les hôpitaux suisses, on assure que toutes les précautions sont prises pour s'en prémunir.

Magalie Goumaz

Dans le rapport présenté jeudi par Dick Marty, on lit qu'en

1999, au Kosovo, il n'y a pas que la guerre, des bombardements et des flots de réfugiés. Le crime organisé a pris ses quartiers. Des détenus ont été transportés en Albanie par l'armée de libération du Kosovo. Certains ont transité par une maison jaune, escale obligée avant une clinique improvisée près de l'aéroport de Tirana. Là, on leur aurait prélevé leurs reins, destinés à des «cliniques étrangères». Où? Mystère. Y a-t-il un risque que la Suisse ait été touchée? Non. Pour quatre raisons.

LES MOINDRES DÉTAILS COMPTENT

La Suisse compte six centres de transplantation, dépendants des Hôpitaux universitaires de Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich et de l'Hôpital cantonal de Saint-Gall. Aucune clinique n'occupe ce créneau. Directeur de La Source, à Lausanne, Michel Walther estime qu'il s'agit d'une discipline hyperspecialisée, très réglementée et mieux adaptée au niveau universitaire. La transplantation d'un rein n'est pas une opération complexe. Mais toute greffe nécessite une infrastructure sophistiquée, des moyens de transports adaptés (hélicoptères), une équipe de pointe permanente car les minutes qui s'égrènent sont des facteurs de vie ou de mort. Pour un rein, le Professeur Philippe Morel, directeur chirurgical du Centre romand de transplantation, parle d'un délai de 8 à 10 heures, ce qui lui fait dire que si des organes ont été prélevés près de Tirana, ils n'ont pas fait des milliers de kilomètres. Les délais sont encore plus courts pour le cœur ou les poumons.

2 LES ORGANES SONT SUIVIS À LA TRACE

Philippe Morel est catégorique: «Ce qui s'est passé en Albanie n'est pas impossible mais je suis à 100% convaincu de l'impossibilité que ces organes – comme tout organe douteux – se retrouvent dans les réseaux légaux», explique-t-il. En Suisse, la traçabilité est totale. Elle concerne le receveur autant que le donneur. Des dizaines de spécialistes sont impliqués, formés aux standards les plus élevés, agréés. «Il s'agit d'une chaîne, chaque acte est protocolé, signé par plusieurs personnes», poursuit le professeur Morel. Et rien n'est entrepris sans l'aval de Swisstransplant, chargé d'organiser et de coordonner toutes les activités liées à l'attribution d'un organe. Lequel ne peut provenir que d'une personne consentante, qui fait un don.

PEU D'ÉCHANGES ENTRE PAYS

Seul 1 à 2% des organes transplantés en Suisse proviennent de l'étranger, mais de pays et surtout d'établissements reconnus par l'European Organ Exchange Organisations qui impose les mêmes standards. Cette collaboration permet par exemple aux enfants en attente d'un cœur d'être listés dans toute l'Europe. Dans d'autres cas précis, la Suisse collabore plus spécialement avec la France, l'Espagne, l'Italie ou les pays scandinaves. Directeur de Swisstransplant, Franz Immer reconnaît qu'il a reçu des offres douteuses. «Il y a eu une période, en 2008, où on recevait chaque semaine par courrier électronique une offre en anglais nous proposant n'importe quel organe à partir de 100 000 dollars, explique-t-il. L'adresse n'était pas identifiable. Nous n'avons jamais répondu et ça s'est arrêté.»

38/58

LES MALADES RESTENT EN SUISSE

Pénurie d'organes, listes d'attente, souffrances: des patients suisses peuvent être tentés de se rendre à l'étranger, quitte à fermer les yeux sur la provenance de l'organe, l'éthique médicale dudit pays, la situation du donneur. C'est d'ailleurs la faille, la zone grise, qui permet au trafic de se développer: des malades se trouvant dans une situation désespérée envisagent toutes les possibilités... et sont prêts à payer.

Swisstransplant a réalisé une étude en 2000, portant sur les années 1990 à 1995. Il en est ressorti que cinq Suisses avaient subi une greffe d'un rein en Egypte et en Inde. Depuis, plus rien. Coordinatrice de transplantation aux Hôpitaux universitaires de Genève, Nadine de Carpentry est également certaine de l'inexistence de ce tourisme depuis la Suisse. «Les patients subissent toute une série d'examens avant que la greffe ne soit envisagée. Ils sont alors mis sur une liste d'attente. Lorsqu'ils en sortent, c'est soit parce qu'ils ont pu être transplantés, soit parce qu'ils sont décédés. S'il s'agit d'une autre raison, on le saurait!»

L'AVIS DE L'EXPERT

Magalie Goumaz

Que vous inspire le rapport de Dick Marty?

Ses résultats sont effrayants. Son enquête démontre aussi qu'il est temps d'agir et de prendre au sérieux les rumeurs car le trafic d'organes est une réalité à nos portes. Je ne suis pas la seule à critiquer depuis des années les lenteurs dans la lutte contre ce crime. Aujourd'hui, j'espère que les institutions comme le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et le Tribunal de La Haye vont tout faire pour poursuivre les coupables.

Que pensez-vous qu'il est advenu des victimes de l'UCK et surtout de leurs organes?

Je n'en sais rien. C'est maintenant à la justice de réagir. Le travail ne fait que commencer car dans les cas de trafic d'organes, il y a toujours beaucoup de dénonciations et de rumeurs mais très peu de preuves. Ce n'est pas étonnant car les victimes ou les témoins encourrent de grands dangers. Le plus souvent, la peur les paralyse et la sécurité ne leur est pas garantie.

Votre rapport publié en 2003 évoque surtout le cas de la Moldavie. Pourquoi ce pays?

Une journaliste moldave avait des soupçons. Elle nous a interpellés car elle cherchait du soutien pour établir la vérité. Notre enquête a duré environ deux ans. J'ai découvert que de jeunes Moldaves étaient attirés vers la Turquie où on leur promettait un emploi. Une fois sur place, évidemment qu'il n'y avait rien de tout ça. Par contre, on leur demandait de rembourser le voyage en les forçant à vendre un rein pour deux ou trois mille euros. On a dénombré quarante-sept victimes, qui en portent les cicatrices. J'ai moi-même rencontré une vingtaine d'entre elles qui racontait toutes la même histoire. Ces jeunes ont été renvoyés à la maison cinq jours après l'opération. Beaucoup en gardent des séquelles, sont malades et ont honte d'en parler.

Dans le cas du Kosovo, les victimes ne sont sans doute plus là pour en parler. Connaîtra-t-on un jour toute la vérité?

Effectivement, j'ai eu la «chance» de pouvoir rencontrer des victimes. Et devant le Conseil de l'Europe, un jeune

homme est venu raconter comment il avait vendu un rein pour acheter une petite maison à sa famille. Son histoire a bouleversé les membres du Conseil. Dick Marty a parlé à des gens qui ont peur de dénoncer qui que ce soit.

Durant votre enquête, avez-vous eu peur pour votre sécurité et avez-vous peur pour Dick Marty?

Pour ma propre sécurité, je n'ai pas eu peur. Mais aujourd'hui, je ne voudrais pas être dans la peau de Dick Marty, car les personnes concernées sont en colère. Les faits avancés dans le rapport sont accablants et entachent la crédibilité des dirigeants. Je souhaite néanmoins que les Kosovars acceptent de se pencher sur leur passé. Mais j'ai bien peur que l'on diffame plutôt Dick Marty au lieu de trouver les vrais coupables.